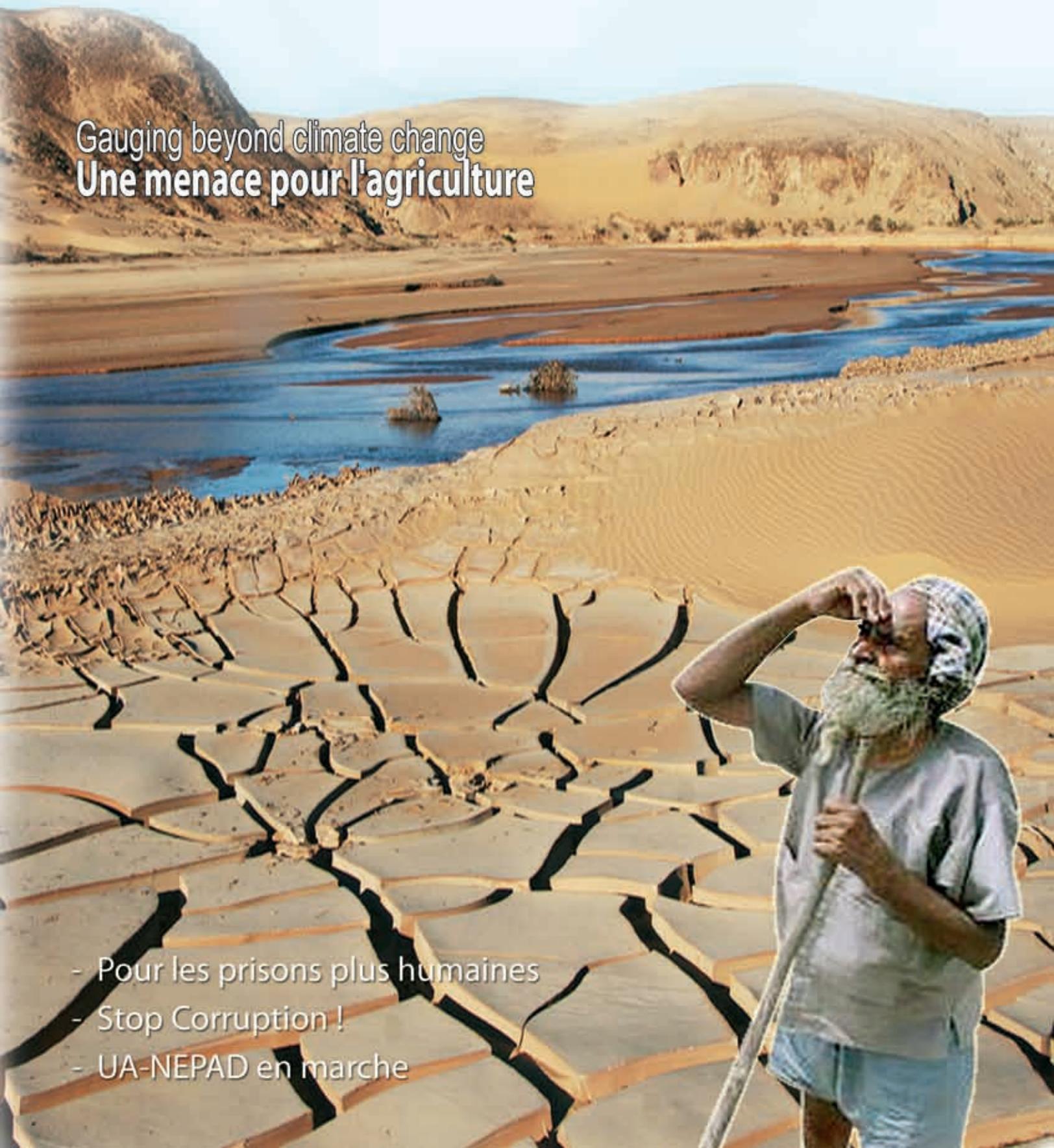




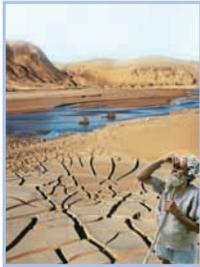
Echos d'Afrique Centrale

Gauging beyond climate change
Une menace pour l'agriculture

- Pour les prisons plus humaines
- Stop Corruption !
- UA-NEPAD en marche



Contents



3-4

Edito
Climate change :
new enemy to
our food security

5-7 Nouvelles impulsions pour le
programme UA-NEPAD

9-10 Humanising prison conditions

12-13 ECA/SRO-AC builds capacities
against corruption

14 Les experts adoptent le programme
pluriannuel CEA-CEMAC-CEEAC
pour 2011-2013

16-18 Etat d'avancement du processus
d'intégration en Afrique Centrale



*Une femme tchadienne frustrée à cause de la mauvaise récolte due
aux changements climatiques*

Publisher

Aboubacry DEMBA LOM

Editor-in-Chief

Abel AKARA TICHA

Contributors

Abdoul KANE
Lot TCHEEKO
Bertrand TACHAGO
Daniel GBETNKOM
Amy TOURE
Laurent D'ARONCO GIUSSEPE
Zaza Burton RANDRIAMIARANA
Mamadou BAL
Tidjani CHETIMA
Ghitu MUNDUNGE

Design and Production

Communications Unit, ECA/SRO-CA

Printed by

Beta Print Tel. 237 22 22 54 77 - 78 11 31 81



Echos d'Afrique Centrale

Une publication du Bureau sous-régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique

Contacts :

B.P. 14935 Yaounde, Cameroun
Tel : + 237 22 23 14 61 / 22 22 08 61 / 22 22 08 56
Fax : + 237 22 23 31 85
Web : www.uneca.org/fr/sro/ac
Email : sroca@uneca.org



Changements climatiques et l'insécurité alimentaire : urgence signalée

Par Aboubacry DEMBA LOM

Les changements climatiques soulèvent de graves problèmes pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique. Ils ont un impact direct sur la production alimentaire en modifiant les conditions agroécologiques et des effets indirects sur la croissance et la répartition du revenu et, partant, sur la demande de produits agricoles.

L'agriculture occupe 60% environ de la population africaine et constitue la colonne vertébrale de l'économie rurale. Les produits agricoles représentent la moitié du montant total des exportations et 20% du produit intérieur brut (PIB) du continent. Cela dit, la production saisonnière provient essentiellement de cultures pluviales et est d'ores et déjà extrêmement sensible à la variabilité climatique, ce qui se traduit par une insécurité alimentaire chronique dans de nombreux pays et pèse sur l'industrie agroalimentaire et le commerce.

La production ne suffisant pas à couvrir des besoins nationaux croissants et les échanges commerciaux de produits alimentaires demeurant limités en particulier au niveau régional, de nombreux pays se retrouvent extrêmement tributaires des importations de denrées alimentaires et par conséquent, vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux de ces produits. Du fait de ces faiblesses structurelles, le secteur ressentira les répercussions multiples et complexes des changements climatiques, lesquelles, dans l'ensemble, ne manqueront pas d'être sévères, surtout si le réchauffement de la planète dépasse 2 degrés Celsius par apport aux températures de l'époque préindustrielle.

L'agriculture est certes un facteur important des émissions de gaz à effet de serre, qu'il faudra réduire, mais elle offre aussi des possibilités de stockage de carbone non négligeables (par exemple grâce aux cultures arborescentes et aux sols). En fait, l'amélioration des pratiques agricoles assurerait, moyennant une augmentation du carbone organique des sols, un potentiel de séquestration global évalué de 1 à 6 gigatonnes de dioxyde de carbone par an.

Alors que l'agriculture revêt une importance certaine pour l'Afrique, elle est rarement prioritaire et ne reçoit pas souvent le financement qu'elle mérite. Des questions complexes qui nuisent au développement, touchant par exemple au régime foncier et à l'accès discrimi-

natoire à la terre, n'ont pas été complètement résolues. Avec les changements climatiques, l'agriculture gagnera encore en importance et il sera absolument vital d'accroître la sécurité alimentaire pour beaucoup de personnes. Réaliser ces objectifs, face à toutes les incertitudes associées aux changements climatiques, est un immense défi. Entre autres nombreuses questions à traiter, il faut se pencher sur : L'impact de la variabilité climatique sur la sécurité alimentaire ; La baisse de la productivité agricole - en Afrique et dans le monde ; L'insuffisance de l'approvisionnement en eau pour stabiliser la production par l'irrigation ; Les conséquences sur l'élevage et la pêche ; Les moyens d'existence durables en zone rurale ; Une agriculture verte aux fins

... l'amélioration des pratiques agricoles assurerait, moyennant une augmentation du carbone organique des sols, un potentiel de séquestration global évalué de 1 à 6 gigatonnes de dioxyde de carbone par an."

de l'atténuation, de l'adaptation et du développement ; Le déplacement des zones agricoles et les questions connexes de régime foncier ; et Le financement des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets propres au secteur agricole.

Pour relever avec succès les défis lancés par les changements climatiques à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, il faudrait combiner les innovations techniques, institutionnelles et financières et concilier les stratégies d'adaptation et d'atténuation avec les efforts faits pour



Ne serait-il pas mieux de sauver cet arbre en échange pour les crédits de carbone ?

sauvegarder la sécurité alimentaire, entretenir les services rendus par les écosystèmes, assurer la séquestration du carbone et réduire les émissions.

Il est possible de poursuivre en synergie plusieurs objectifs de développement vitaux en encourageant la stratégie du Programme intégré pour le développement de l'agriculture et celle d'une gestion durable des terres et de l'eau en Afrique en aidant l'agriculture à atténuer les effets des changements climatiques et à s'adapter à ces changements tout en réduisant la dégradation des terres, en conservant la biodiversité, en luttant contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et en tirant le meilleur parti de ressources en eau limitées. Une transformation aussi radicale exigera cependant une volonté politique indéfectible, de gros investissements, l'amélioration des infrastructures, la collaboration harmonieuse des institutions de différents secteurs et une amélioration très nette des communications rurales.

les effets du réchauffement de la planète sont si réels



Climate change : new enemy to our food security



Chopping down the trees that help sequester huge quantities of carbon in East Cameroon.

Could this ever be legal logging?

ture can help Africa's rural populations to make profits from carbon credits, ultimately helping to finance adaptation mechanisms such as irrigation.

Such a transformation needs a strong political will, large investments, infrastructure development, collaboration between various institutions across sectors and improvements in rural communications infrastructure.



... green agriculture can help Africa's rural populations to make profits from carbon credits, ultimately helping to finance adaptation mechanisms such as irrigation."

In the editorial, the Officer in Charge of ECA/SRO-CA - Aboubacry Demba Lom argues that there is an urgent need to adopt green strategies that can produce resilience to climate change and its associated negative impact on African economies. Such resilience is needed to guarantee food security. If nothing is done to avoid global temperatures rising above 2 degrees Celsius compared with the temperatures of pre-industrial times, the dwindling rate of food production already noticed in several African countries would have serious negative consequences on the performance of the food industry and trade. Imagine the difficulty this would create for about 60% of Africa's population that thrives on farming!

only adaptation measures (that is, those that help cushion the effects of climate change on its development) but also mitigation measures (that is, those that could help stop the causes of rising temperatures and their associated climate change consequences in the long run). This calls for conformity with the vision of the Integrated Programme for the Development of Agriculture in Africa, which advocates the building of a green economy by especially improving food production techniques that are in harmony with the protection of our environment. The use of green farming techniques could help sequester between 1 and 6 gigatons of carbon dioxide per year and consequently reduce the greenhouse effect. Such green agricul-

Here are some worrying issues for reflection :

- the impact of irregular climate patterns on food security
- the lack of enough water supply for irrigation
- the consequences of climate change on cattle rearing and fishing
- the challenges of greening agricultural methods in Africa
- financing adaptation measures to cushion the effects of climate change on agriculture

With such challenges, Africa needs not



As dryness takes its toll, a Chadian woman digs to retrieve seeds to be reused for eating

Nouvelles impulsions pour le programme UA-NEPAD



A l'initiative du Bureau Sous Régional pour l'Afrique Centrale de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA/BSR-AC), la troisième réunion consultative annuelle sur la mise en œuvre des programmes Union Africaine/NEPAD en Afrique Centrale s'est tenue à Douala le 23 novembre 2010. Elle fait suite à la deuxième réunion organisée le 11 novembre 2009 à Douala (Cameroun). L'objectif principal était de faire le bilan du fonctionnement du mécanisme sous-régional de coordination (SRCM) une année après sa mise en place et de réfléchir sur les choix à opérer pour le rendre plus performant.

Il s'agissait en fait, d'échanger sur les éventuelles avancées et points d'achoppement relatifs à la mise en œuvre du Programme

Commun Indicatif, d'identifier les partenariats possibles dans la mise en œuvre des actions d'harmonisation des politiques, programmes et instruments d'intégration régionale prévues dans le cadre de la rationalisation des Communautés Economiques Régionales (CERs) en Afrique Centrale, de mettre à jour et compléter les informations sur le réseau des points focaux du SRCM.

Cette réunion a connu la participation de près de 30 participants venus de la Commission de l'Union Africaine, de la BAD, de la BEAC, du BIT, de la CEBEVIRHA, de la CEEAC, de la CEMAC, de la CICOS, du CNUDHD, de la COREP, de la COMIFAC, du COPIL, du Bureau sous-régional de la FAO, de la FAO Cameroun, de l'IFORD, de l'ISSEA, de

Quelles routes pour rallier nos pays de la sous-région?

La frontière entre le Cameroun et la République du Congo à Ntam au Sud du Cameroun

l'ISTA, de la Présidence dédiée du COPIL/Rationalisation CER/AC, de l'OAPI, du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, de l'ONUDI/Représentation pour les pays d'Afrique Centrale, du PEAC, du PNUD, du POINT FOCAL AFRIQUE CENTRALE/UE-ACP, de l'UIT, de l'UNESCO/Bureau de Yaoundé, de l'UNESCO/Bureau multi pays de Libreville et de la CEA.

Au cours des travaux, diverses communications ont été faites parmi lesquelles entre autres, celles de la CEA sur la mise en œuvre du Programme Commun Indicatif et l'opérationnalisation du SRCM, et sur l'état d'avancement du processus d'intégration en Afrique centrale, lequel reste faible eu

égard aux objectifs des traités des deux communautés CEEAC et CEMAC mais également par rapport aux autres sous-régions du continent nonobstant quelques avancées majeures ; celle du Secrétariat Général de la CEEAC sur les divers projets du PACT/NEPAD en cours en matière de transport, d'énergie, d'eau, des TIC et de Tourisme ; celle de la Commission de la CEMAC sur l'état de mise en œuvre du programme de facilitation des transports et de transit et du COSCAP destiné à rehausser le niveau de sécurité de la navigation aérienne en Afrique Centrale et de l'Ouest.

Au terme des débats ayant suivi lesdites communications, les

participants ont, compte tenu des attentes des Etats et des populations d'Afrique Centrale en matière d'intégration régionale, formulés quelques recommandations dont la désignation rapide des points focaux manquants pour une pleine opérationnalisation du SRCM; une plus forte mobilisation des ressources au niveau des agences et institutions partenaires du SRCM afin de mieux appuyer la CEMAC, la CEEAC et leurs institutions et organismes spécialisés qui ont en charge la mise en œuvre du Programme UA/NEPAD en Afrique Centrale. Toutefois, on ne cessera de le dire, les Etats membres devront s'approprier davantage le processus d'intégration régionale et les

projets du PACT/NEPAD/AC, à la fois par une réactivité plus rapide des mécanismes décisionnels, une meilleure prise en compte des programmes communautaires dans les politiques nationales de développement, et une consolidation du système de financement des communautés et de leurs institutions et organismes spécialisés qui permettrait notamment une réduction des délais de conceptualisation et des études de faisabilité des projets régionaux.

Les projets routiers de grandes envergures transforment déjà la Guinée Equatoriale



Regenerating the AU-NEPAD Programme



Et si l'Afrique Centrale faisait plus pour développer ses moyens de transport...

by countries of the region and in comparison to the evolution of integration processes in the other blocs of the continent.

Besides the call for the commitment of financial resources to agencies and institutions working in partnership with the SRCM, attendees of the meeting also called on central African countries who have not yet appointed focal points for the SRCM to do so quickly and to reflect their commitment to intra-community programmes in their various national programmes and reduce the delays witnessed in conceiving relevant programmes as well as carrying out feasibility studies.

About 30 participants attending the 3rd annual consultative meeting on the implementation of AU-NEPAD programmes in Central Africa (held in Douala on 23 November 2010) made an urgent call for all stakeholders concerned to mobilise the financial resources needed by agencies and institutions working in partnership with the Sub-regional Coordination Mechanism for the implementation of the programmes (SRCM) to boost the performance of the mechanism and ultimately speed up integration in the region.

The meeting was held at the behest of the UN Economic Commission for Africa's Sub-Regional Office for Central Africa (ECA/SRO-CA). Aside from the ECA participants, attendees came from the AU Commission, the African Development Bank, BEAC, ILO, the Economic Community of Livestock, Meat and Fish resources (known as CEBEVIRHA in French), ECCAS, CEMAC, the International Commission of the Congo-Oubangui-Sangha Basin (CICOS in French), the UN Sub-regional Centre for Human Rights and Democracy in Central

Africa, the Gulf of Guinea Fisheries Commission (COREP), the Central African Forest Commission (COMIFAC), the Steering Committee for the mainstreaming of economic integration in Central Africa (COPII/Rationalisation CER/AC), the FAO, the African Intellectual Property Organisation (OAPI in French), WHO, the UN Industrial Development Organisation (UNIDO), "Pool Energétique de l'Afrique Centrale" (PEAC), the UNDP, the Central African Focal Point for EU-ACP, the International Telecommunications Union (ITU) and UNESCO.

Among the many presentations made, the ECA focused on the implementation of the Common Indicative Programme and the functioning of the SRCM as well as on the general state of integration in the region. The ECA experts recalled that progress toward integration in the region was undesirably weak vis-à-vis the objectives set

L'énergie : ressource incontournable pour le développement en Afrique Centrale



OMD 1

Réduire l'extrême pauvreté et la faim



Où en sommes-nous en Afrique Centrale ? Les projections montrent que notre région est en deçà des attentes.

Quelles conditions de détention ?

Le forum sur la reconstruction post conflit, la réhabilitation et la relance économique tenu du 8 au 10 décembre 2009 à Bujumbura (Burundi), avait au vu des divers manques en ce qui concerne la justice dans les pays de l'Afrique centrale, recommandé le renforcement du système de l'administration de la justice, son adaptation aux normes internationales et l'accès à la justice à tous surtout les plus démunis. Ainsi, dans le processus de mise en œuvre de cette recommandation, s'est tenu à Douala du 2 au 4 Novembre 2010, un atelier sur la réforme du secteur de la justice avec pour objectifs de soutenir les programmes nationaux de formation adéquate; d'adapter la justice aux normes internationales; et de contribuer à la formation des avocats et autres praticiens.

Des participants venus du Cameroun, de la RDC, de la République du Congo, de l'Angola, de la Guinée Equatoriale, de la République Centrafricaine, du Burundi, du Tchad ont pu échanger sur l'état général du secteur de la justice, d'où ressortent des dysfonctionnements tels que la fracture entre la justice et le peuple au nom duquel cette justice est rendue, l'inadéquation et l'inadaptation du droit positif par rapport aux réalités socioculturelles des pays de la sous région. Les participants ont également fait état du dénuement général des services judiciaires en ressources humaines, financières et matérielles qui sont des ressources fondamentales requises afin que les acteurs de la justice s'acquittent de leurs tâches. Cet état de dénuement et l'absence de ressources restent un véritable défi quant au bon fon-

ctionnement d'une justice moderne au service du peuple.

Au terme de cet atelier un appel a été lancé aux Etats de la sous-région à humaniser davantage les conditions de détention et à créer un centre sous-régional de formation des personnels de l'administration pénitentiaire. Par ailleurs, une meilleure implication des organisations de la société civile et des ONG dans l'administration des prisons est souhaitable et à encourager.

Plusieurs prisons en Afrique Centrale sont surpeuplées



Humanising prison conditions



Participants at a workshop on justice sector reform, held in Douala from 2 to 4 November 2010, firmly urged states of the region to improve the human conditions of detention centres and create a sub-regional training centre for penitentiary professionals.

The participants drawn from Angola, Burundi, Cameroon, Chad, Congo, the Democratic Republic of Congo, the Central African

Republic and Equatorial Guinea met to follow up on the recommendations of the post-conflict forum held in Bujumbura Burundi, in December 2009. This forum had notably called for an upgrading of the judicial system in central Africa to meet international standards and the easing of access to judicial services to ordinary citizens.

Attendees of the workshop decried the mismatch

Prisons are meant to punish, but more importantly they should serve to reform and re-install human dignity

between judicial mechanisms and the socio-cultural contexts of the countries in the region as well as the dearth of human and financial resources to satisfy the needs of the system.

MDG 8

Develop a global Partnership for Development by 2015



Biggest Stakes for Central Africa

- Harmonising integration instruments
- Developing a free trade area
- Creating a unique customs union

La CEA/BSR-AC renforce les capacités des acteurs luttant contre la corruption

La dernière édition du Rapport sur la gouvernance en Afrique (RGA II) indique amplement que la corruption est l'une des principales entraves au développement de l'Afrique et à l'éradication de la pauvreté; elle sape la capacité du continent à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD), la création d'un environnement sûr et favorable aux investissements ainsi que la capacité de la plupart des pays africains à fournir les services de base. Le rapport de la CEA conclut que : « De l'avis général, nombre d'institutions publiques sont corrompues à des degrés divers et les institutions non-étatiques de la société civile ainsi que le secteur privé ne sont pas à l'abri du problème. » En tant qu'agence régionale de l'Organisation des nations unies chargée de promouvoir le développement en Afrique, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) accorde une plus grande priorité à la lutte contre la corruption, axe stratégique majeur pour faciliter le développement économique du continent. L'éradication effective de la corruption libérerait des ressources pour la fourniture de services de bases aux communautés-soins de santé, routes, éducation et infrastructures ; et l'Afrique pourrait ainsi atteindre les OMD. Le Comité sur la gouvernance et la participation populaire, qui est l'organe consultatif de la CEA sur la gouvernance et le développement a, lors de sa réunion de Décembre 2009, réitéré la nécessité pour la CEA de poursuivre et de renforcer son action contre la corruption en Afrique.

Il s'est donc tenu à Yaoundé du 20 au 22 Octobre 2010, l'atelier de formation sur la lutte contre la corruption en Afrique centrale. Cet atelier rentrait dans le cadre du mandat qu'a la CEA d'aider les pays africains à renforcer leurs capacités institutionnelles en matière de lutte anticorruption. Il a permis de mettre en évidence la nature complexe et multidimensionnelle du phénomène de la corruption dans la région et sur le continent en

général. L'objectif primordial de l'atelier de formation sur la lutte contre la corruption à l'intention des institutions nationales anticorruption d'Afrique centrale était de renforcer les capacités de ces dernières à travers une approche pédagogique, l'apprentissage par les pairs, l'échange d'expériences et la présentation de meilleures pratiques.

Ont pris part à l'Atelier de formation, des responsables d'institutions nationales anticorruption du Cameroun, du Congo, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, de la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, et le Tchad. Ainsi que des personnalités ressources d'entités tels que la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), le Conseil de l'Union Africaine contre la Corruption (CUAC), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), des universitaires et des représentants de la société civile.

Tenant compte de la teneur des échanges et des débats sur la lutte contre la corruption en Afrique Centrale, quelques propositions ont été faites par les participants. Il s'agissait notamment :

- de la restitution au plan national des actions adoptées au cours de l'Atelier ;
- du choix de thématiques plus précises et plus pratiques ;
- de l'organisation d'un forum de lutte contre la corruption regroupant les femmes africaines ;
- de la mise en place d'un audit des lois anticorruption en Afrique Centrale ;
- de la formation d'un réseau de partenariat avec les Organisations Internationales, les Institutions Nationales Anticorruption, les Représentants de la société civile et les médias ;
- de faire des rapports périodiques au COREP (Comité des Représentants Permanents) ;
- d'aider les Etats à renforcer leurs capacités dans plusieurs domaines ou secteurs liés à la corruption.

L'argent qui change des mains sous la table freine la capacité de l'Afrique Centrale à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement



ECA/SRO-AC builds capacities against corruption

Top officials of specialised anti-corruption bodies across seven countries in Central Africa have prescribed some quick actions to be taken to ensure efficiency in fighting corruption in the region: a systematic audit of all anti-corruption laws in Central Africa, the creation of a broad network (comprising international organisations, national institutions, civil society and the media) to fight corruption as well as the convening of an African women's forum to tackle the ill. The officials made these recommendations at the end of a training workshop on fighting corruption in Central Africa, held in Yaoundé from 20 to 22 October 2010.

The participants came from Cameroon, Chad, the Central African Republic, Congo, the Democratic Republic of Congo, Equatorial Guinea and Gabon while resource persons came from the ECA, the African Union Council against Corruption, the

UNDP, universities and the civil society.

In bringing these actors together, the ECA hoped to help improve their capacity to fight corruption across the region especially following the recommendations made in its second Africa Governance Report (AGR II). The report identified corruption as one of the biggest obstacles to development and poverty eradication on the continent. The practice of corruption, the report noted, slows down Africa's progress towards meeting the Millennium development goals (MDGs), limits the creation of an enabling environment for investment and weakens the capacity of African nations to provide essential services to their populations. Acquiring efficient tools to decapitate corruption in Africa is essential as it would spare various countries huge resources needed to improve health services, education as well as

roads and other infrastructure that would also act as precursors to achieving the MDGs. The ECA's Committee on Governance and Popular Participation has therefore underlined the need for the



At work : Cameroon's anti-corruption commission (CONAC) and partners, charting a course for good governance

ECA to reinforce its support to the fight against corruption in Africa.

Les experts adoptent le programme pluriannuel CEA-CEMAC-CEEAC pour 2011-2013

Dans le cadre de son exercice de repositionnement lancé en 2006, la CEA a défini comme piliers stratégiques de son action le renforcement du processus d'intégration régional et l'appui aux Etats pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. Le Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale s'est ainsi vu assigné comme missions :

- * agir en tant qu'instrument opérationnel de la CEA au niveau des pays et au niveau sous-régional, pour une meilleure utilisation des ressources de la CEA,
- * agir en tant qu'instrument pour l'harmonisation des programmes sous-régionaux et régionaux,
- * fournir des services consultatifs aux Etats membres, aux communautés économiques régionales et acteurs du développement au niveau du sous-régional,
- * faciliter la coopération, l'intégration et le développement économiques au niveau sous-régional,
- * promouvoir les questions relatives au genre,
- * rassembler et diffuser l'information,
- * agir en tant que facilitateur des activités d'intégration des organismes du système des Nations Unies opérant dans la sous région.

Pour les besoins de prévisibilité

et d'efficacité de son action au service des Etats et de leurs institutions d'intégration, la CEA a opté pour l'élaboration des programmes pluriannuels de coopération (PPA) avec les communautés économiques régionales et sous-régionales. Lesdits PPA ont été conçus pour être des instruments de programmation à moyen terme des domaines prioritaires d'intervention et de facilitation de la mobilisation des ressources. Le premier PPA de coopération a été signé le 16 novembre 2007 à Douala pour la période 2007-2010 entre la CEA et la CEMAC. Le projet de deuxième PPA de coopération 2011-2013 CEA-CEMAC-CEEAC a été conçu et élaboré, son contenu est pour l'essentiel un extrait du programme indicatif commun 2009-2012 adopté en novembre 2009 par les institutions parties au mécanisme sous-régional de coopération.

Une réunion ad hoc d'experts sur le deuxième Programme Pluriannuel (PPA) de coopération CEA/CEMAC/CEEAC s'est donc tenue à Douala, République du Cameroun les 24 et 25 novembre 2010. Cette réunion avait pour objectif principal d'évaluer le premier PPA (2007-2010), d'examiner et d'adopter le deuxième PPA pour la période 2011-2013.

Ont pris part aux travaux les experts des Etats membres sui-

vants:

- La République du Burundi
- La République du Cameroun
- La République Centrafricaine
- La République du Congo
- La République Gabonaise
- La République Démocratique du Congo
- La République de Sao Tomé et Príncipe
- La République du Tchad

Ont également pris part, les institutions et organismes ci-après :

la CEEAC, la CEMAC, la CEBEVIRHA, la CICOS, la COREP, la COMIFAC, la Présidence dédiée du COPIL/Rationalisation/CER/AC, l'IFORD, l'ISSEA, l'ISTA, le PEAC et la CEA/BSR-AC.

Au sortir des débats, il en ressort d'une part que, le projet de PPA a été adopté par les experts en attente de validation par les institutions respectives (CEA, CEMAC, CEEAC), il a été pris en compte les besoins spécifiques des institutions et organismes spécialisés dans la formulation des actions d'appui, d'autres part, la réactivation du mécanisme de suivi de la mise en oeuvre du PPA est effective, et le renforcement de la collaboration entre la CEEAC et la CEMAC est désormais louable.



*The United Nations Economic Commission for Africa's Sub-Regional Office for Central Africa, opened in 1962 to help Central African states pave their way to economic and social development especially through integration
web: www.uneca.org/fr/SRO/ac*



La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) est créée pour faciliter le développement économique, social et culturel de l'Afrique en vue de la création des structures régionales pouvant progressivement aboutir à un Marché commun pour tous ses 10 Etats membres



*La CEMAC est née de la volonté des Gouvernements de six Etats membres (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad). Ces pays se sont engagés à développer ensemble toutes les ressources humaines et naturelles de leurs Etats pour le bien être de leurs peuples dans tous les domaines et donner une impulsion nouvelle et décisive au processus d'intégration en Afrique Centrale par une harmonisation accrue des politiques et des législations de leurs états et d'assurer la convergence des performances de leurs politiques économiques au moyen du dispositif de la surveillance multilatérale.
web : <http://www.cemac.int/>*

Etat d'avancement du processus d'intégration en Afrique Centrale



Les récapitulatifs

L'intégration en Afrique Centrale en 2010/2011 est jugée lente par rapport aux objectifs fixés par les Etats membres de la CEMAC et la CEEAC et par rapport au Programme Minimum d'Intégration (PMI) de la Commission de l'Union Africaine.

« Le principal défi identifié est la lenteur des progrès réalisés vers l'harmonisation de l'action des i [Communautés Economique Régionales] et CESR [Communautés Economique Sous-régionales]. La mise en place et l'opérationnalisation des grandes zones de libre échange et d'unions douanières sont un impératif au vu de l'exigüité des

marchés nationaux, de l'insuffisance des réseaux d'infrastructure, du faible niveau de productivité et de compétitivité des secteurs de production... »

Pour les 21 objectifs à atteindre dans la première phase (2009-2012) du PMI, les institutions d'intégration d'Afrique Centrale (la CEEAC et la CEMAC) sont appelées à mettre en œuvre

certaines activités prioritaires notamment l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires, l'effectivité du protocole sur la libre circulation et le droit d'établissement des ressortissants des dix Etats membre de la CEEAC, la facilitation des procédures douanières, la mise place des mécanismes compensatoires, l'adoption d'un Tarif Extérieure Commun (TEC CEMAC/CEEAC), l'accélération de la mise en œuvre des projets du Plan d'Action à Court Terme du NEPAD pour l'Afrique Centrale (PACT/NEPAD/AC), l'adoption des politiques agricoles et industrielles, l'élaboration d'un code d'investissement harmonisé, la prévention/gestion des conflits et le renforcement des capacités.

L'état d'intégration par rapport aux objectifs fixés

Le projet de marché commun :

ZLE : Une zone de libre échange existe en zone CEMAC par le biais d'un Tarif Préférentiel Généralisé (TPG) depuis 1998. La CEEAC a établi un Tarif Préférentiel en 2004. Mais les deux instruments doivent être uniformisés.

Evolution du commerce intra-communautaire : Jugée encore faible car le commerce intra-CEMAC est dominé par une dizaine de produits tels que les huiles brutes, la bière, le sucres raffinés etc. Il y a un manque de statistiques au niveau de la CEEAC. Dans l'ensemble le commerce intra-CEMAC reste le plus faible sur le continent

avec \$EU 415 million en 2008 contre. \$EU 7,3 milliards pour le CDEAO.

Objectif d'une union douanière : La CEMAC a mis en place une union douanière considérée par le rapport comme imparfaite, caractérisée par des lacunes et divers dysfonctionnements tandis qu'on attend sur le moyen terme la mise en place d'une union douanière CEMAC-CEEAC. Les experts travaillent, en effet, pour proposer un TEC CEMAC-CEEAC qui pourrait aboutir à une telle union. Une véritable union douanière jouerait un rôle décisif pour l'obtention de bons résultats dans le processus de négociation d'un accord partenariat économiques avec l'UE.

La Libre circulation des personnes : La conférence de Chefs d'Etats de la CEMAC d'avril 2007 avait adopté la levée de l'obligation de visa pour certaines personnes disposant de passeports nationaux sécurisés et l'élaboration d'un nouveau passeport CEMAC tandis qu'un engagement était pris par certains Etats de la CEEAC pour faciliter le mouvement des personnes entre leurs pays. Tous ces engagements ne sont toujours pas pleinement opérationnels.

Convergence des politiques monétaires, macro-économiques et fiscales

Le rapport soulève que la CEMAC, qui constitue une union monétaire depuis l'accession à la souveraineté internatio-

nale de ses Etats membres, dispose en même temps d'un cadre de coordination des politiques macroéconomiques, à travers un mécanisme de surveillance multilatérale et un important programme d'harmonisation fiscale. Par contre, la CEEAC n'a pas intégré la coopération monétaire dans son premier programme de relance, la priorité ayant été donnée à la résolution des problèmes sécuritaires et au développement des infrastructures physiques.

Les Politiques Sectorielles

Le rapport note que dans le secteur de l'énergie, l'Afrique Centrale dispose de près de 58% du potentiel hydroélectrique du continent Africain mais qui est sous-exploité. La CEMAC et la CEEAC se sont engagées à la mise en œuvre de programmes intégrateurs comme Plan d'Action pour l'Accès à l'Energie (PAEC/CEMAC) et le Pool Énergétique pour les Etats de la CEEAC (PEAC/CEEAC). Ces programmes connaissent des contraintes budgétaires, d'où la nécessité selon le rapport d'une harmonisation/rationalisation et une mise en synergie des ressources disponibles.

S'agissant du secteur des transports, le rapport observe que le taux de bitumage du réseau routier dans la région est inférieur à 15 % mais aussi que les réseaux ferroviaires ne sont pas connectés. Pour répondre à ces défis, un Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique Centrale PDCT-AC, a été adopté en 2005 par la 11ème conférence des Chefs d'Etat de la CEEAC. Ensuite, des études complémentaires ont permis

L'expression "petit à petit, l'oiseau fait son nid" est bien vraie mais il est urgent de rallier toutes les capitales de l'Afrique Centrale par des voies bitumées

d'adopter un 1er programme de 55 projets prioritaires qui font présentement l'objet de la mise en œuvre ou de la recherche de financement.

Dans les secteurs de l'agriculture, de la gestion de l'environnement et de l'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), les instruments de l'intégration connaissent aussi d'importantes insuffisances : le Programme Régional de Sécurité Alimentaire (PRSA) accuse un retard important principalement en raison de l'insuffisance des ressources mobilisées pour l'intégration régionale. Bien que des progrès soient constatés dans le taux de pénétration de la téléphonie mobile, il reste un très grand effort à fournir pour faire progresser la pénétration des TIC dans la région. On note que dans la majorité des Etats d'Afrique Centrale, moins de 3% de la population utilisent Internet. Dans le secteur de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, le Plan de Convergence Régional (PCR), articulé par la CEEAC autour d'une dizaine de programmes spécifiques et piloté par la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), est en bonne voie de mise en œuvre.



La politique régionale en matière de paix et sécurité

La stratégie de consolidation d'un espace de paix et de sécurité en Afrique Centrale est pilotée par la Commission (ministérielle) de Défense et de Sécurité (CDS) et le Conseil de Paix et de Sécurité dénommé COPAX. Ces organes ont déjà mise en place le mécanisme d'alerte rapide en Afrique Centrale (MARAC), la Force Multinationale d'Afrique Centrale (FOMAC) et la MICOPAX I. L'Opération Kwanza Kwanza 2010 a permis la certification de la FOMAC aux normes de la Force Africaine en Atteinte. La CEEAC n'a cependant pas encore mise en place des instruments inter-médiaires de médiation tels que les comités des sages et autres médiateurs spéciaux désignés par la Communauté. A l'analyse, il est donc impératif que la CEEAC se donne les moyens d'assumer son leadership dans la consolidation de la paix, en s'investissant davantage dans la prévention et la gestion des crises politico-militaires d'Afrique Centrale.

Recommandations globales

Ce Prospectus estime que « les recommandations formulées dans les rapports d'évaluation 2006 à 2009 de la CEA/BSR-AC restent toutes d'actualité, en particulier celles relatives à l'implication des politiques dans le processus de rationalisation, la pleine application de la Taxe Communautaire d'Intégration (TCI) et de la Contribution Communautaire d'Intégration (CCI), le maintien de la cohésion régionale dans le contexte des négociations APE, le déploiement d'une diplomatie régionale de prévention et de médiation, le lancement d'une stratégie de communication pour la CEMAC et la CEEAC, la mise en œuvre d'un programme spécial de dynamisation du marché régional et le renforcement des capacités des institutions communautaires.

Nos Publications



Compendium of
Air transport integration and
Cooperation Initiatives in
Africa

Commission Economique pour l'Afrique
**Les infrastructures de transport
et l'intégration régionale
en Afrique centrale**

ECHOS D'AFRIQUE CENTRALE
CEA/SRO-CA "A key partner in Central Africa's integration"
FORUM POST COMITÉ
BUJUMBURA
08-10 décembre 2009

Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
Bureau Sous-Régional pour l'Afrique centrale
**Les Économies
de l'Afrique centrale**
Mobilisation
internationale
économique

ECHOS D'AFRIQUE CENTRALE
CEA/BSR-AC
FORUM POST COMITÉ
Les chantiers de l'intégration régionale
Ad hoc transport
L'objectif principal du Forum post-comité de Bujumbura, est de contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique centrale.

Regional integration
Contents
Editorial p.3
Activities of the Office
Experts consider the transport master plan and deficit reduction for financing infrastructure in Central Africa pp.4-13
Regional integration
Patterns of intra-community trade in Central Africa, growth prospects and recommendations for boosting such trade. pp.14-17
Partnership

